

Appel à articles : Les formes contemporaines de l'argent

Co-dirigé par Clément Crucifix (MSCA-IRD) et Marine Al Dahdah (CNRS-CEMS-IFP)

Date limite de soumission des articles : 15 octobre 2025

L'argent est au cœur des politiques de développement dans les Suds et s'y retrouve sous des modalités diverses : transferts conditionnés d'argent, microcrédits ou finance verte. Depuis une quinzaine d'années, l'argent numérique a rejoint cette liste et structure cet agenda développementaliste. Le système de paiement mobile M-Pesa au Kenya, lancé en 2007, a été le précurseur de ce tournant numérique. Si l'Afrique a longtemps été l'épicentre de cette numérisation monétaire, l'Asie et l'Amérique latine ont expérimenté une croissance forte de ces modalités de paiement lors des dernières années. Aujourd'hui, on estime que trois quarts des services d'argent numérique se trouvent dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (Al Dahdah et al., 2023). En parallèle, on a vu apparaître de nouvelles monnaies numériques, comme les crypto-monnaies ou les monnaies numériques de banque centrale. Celles-ci entendent – suivant les cas – dépasser ou réaffirmer le rôle de l'État dans les transactions monétaires.

Ces nouvelles formes monétaires servent des projets divers (projets développementaux, inclusion financière et/ou citoyenne, envoi d'argent de migrants, collecte de données, contrôle fiscal, économies illégales, opportunités d'emploi, etc.) et impliquent des acteurs extrêmement hétérogènes (banques centrales, opérateurs téléphoniques, fondation et banques privées, start ups, etc). Loin de fonctionner en vase clos, elles s'insèrent dans des contextes où elles cohabitent avec des dynamiques anciennes de gestion, de circulation et d'appropriation de l'argent. Ainsi, là où l'anthropologie économique a amplement documenté la pluralité de la monnaie, la diversité de ses formes et de ses fonctions (Guyer, 2004, Maurer, 2006), les formes contemporaines de l'argent invitent à repenser cette pluralité à l'aune de cette nouvelle matérialité numérique. Ces formes contemporaines de l'argent ont été majoritairement analysées depuis une perspective top-down, démontrant des effets de surveillance et d'extractivisme qu'elles impliquent (Zuboff, 2019 ; Langevin, Brunet-Bélanger & Lefèvre, 2023).

En complément de ces approches, cet appel à articles cherche à éclairer les manières multiples au travers desquelles ces outils monétaires s'insèrent dans des contextes particuliers, constitués par des arènes locales, politiques, des programmes de développement ou des communautés particulières. Dans une perspective critique, il s'agira d'analyser le rôle joué par les différentes catégories d'acteurs impliqués ; que ce soit au niveau de leur conception, de leur mise en place ou de leur adoption. Nous encourageons une « approche pragmatique » des monnaies, analysant les appropriations, les écarts et les contournements dont elles font l'objet (Ortiz, 2024). De plus, nous invitons à intégrer les « contextes » changeants et variés dans lesquels elles s'insèrent. Nous sommes également ouverts aux interactions que ces circulations monétaires contemporaines entretiennent avec des formes et des pratiques monétaires préexistantes, comme les tontines, le microcrédit (Baroin, 2019) ou les transferts conditionnés d'argent (Olivier de Sardan & Picolli, 2018). Enfin, nous invitons des contributions s'intéressant aux contextes africains, asiatiques et latinoaméricains.

De manière non-restrictive, nous nous intéressons notamment aux axes suivants :

Axe 1 : L'argent et les politiques de développement

L'anthropologie économique aborde avant tout la monnaie comme un lien social, dont les usages s'entremêlent aux relations interpersonnelles et aux ordres symboliques, moraux et politiques en vigueur dans une société donnée (Parry & Bloch, 1989 ; Servet, 2012 ; Zelizer, 2017). Mais l'argent est aussi un outil de politique de développement dans les Suds ; or on sait grâce à la socio-anthropologie du développement que ces politiques sont constamment détournées en fonction d'arènes politiques et d'aspirations locales (Mosse 2004 ; Olivier de Sardan 1995). Ces appropriations peuvent notamment alimenter des formes de redistribution, qui en retour reconfigurent des rapports de pouvoir locaux autour de figures comme les big men (Laurent, 2000).

Les pratiques économiques et financières dans les Suds résultent donc de pratiques locales et d'un large éventail de projets et de politiques de développement, telles que la microfinance et l'inclusion financière, qui visent à formaliser l'économie. Aujourd'hui, l'argent numérique stocké et transféré à l'aide de portefeuilles digitaux est au cœur de ces processus de formalisation. Les agences de développement – dont la Banque mondiale ou l'AFD – le considèrent comme le nouveau levier de l'inclusion financière (Gabor et Brooks 2017). Cette formalisation de l'économie axée sur la digitalisation de l'argent entraîne des changements structurels qui remodelent les pratiques financières et les moyens de subsistance.

Ce premier axe invite à proposer des travaux sur les changements générés par des programmes d'inclusion financière par le numérique mais aussi ceux qui mettent en exergue les continuités avec les pratiques de circulation monétaire plus anciennes tels que les microcrédits, les tontines, les systèmes d'épargne et de transferts d'argent préexistants à ces transformations.

Axe 2 : Acteurs publics et privés

De nombreux acteurs privés et (non) gouvernementaux promeuvent la technologie numérique comme le principe moteur du progrès et du dynamisme économique dans les Suds (Al Dahdah & Quet, 2020). Une attention soutenue a été portée à la privatisation croissante d'infrastructures publiques avec la numérisation (Jeannot & Cottin-Marx, 2022). Par exemple, l'apparition de l'argent digital a contribué au cloisonnement des infrastructures de paiement au bénéfice d'entreprises privées, qui s'enrichissent à chaque transaction numérique (O'Dwyer, 2015). Cet enrichissement se fait non seulement sur l'imposition de frais de transactions élevés mais aussi sous la forme d'accumulation et de revente de données (Al Dahdah, 2023).

Pourtant, le déploiement de ces infrastructures ne renvoie pas toujours à une simple privatisation, car les frontières entre public et privé semblent la plupart du temps très floues. Au Kenya, le succès de M-Pesa s'est notamment appuyé sur l'adoption d'un discours nationaliste, comme un outil monétaire porté par le géant kenyan Safaricom, faisant passer l'opérateur téléphonique pour une grande entreprise publique, alors qu'il dépend de la multinationale britannique Vodafone (Park & Donovan, 2016). De même, les monnaies numériques de banque centrale (déjà lancées dans certains pays, comme le Nigeria) peuvent potentiellement réaffirmer le rôle de l'État dans un système financier dominé par les acteurs privés (Ortiz, 2022).

Ainsi, ce deuxième axe visera à interroger les « arrangements institutionnels » (Ortiz, 2024), ainsi que les articulations entre public et privé qui structurent et conditionnent le déploiement de ces infrastructures monétaires et numériques.

Axe 3 : Imaginaires et programmes politiques

Dans le prolongement de l'axe 2, nous invitons des contributions sur les imaginaires, ainsi que les programmes politiques et de société qui accompagnent les formes contemporaines de l'argent. En effet, plusieurs travaux ont démontré la dimension politique de l'argent et les manières au travers desquels celui-ci participait de la constitution et la cohésion de communautés politiques (Aglietta & Orléans, 1998 ; Helleiner, 2003). Ce fut par exemple le cas lors des indépendances, notamment en Afrique, où les devises nationales ont servi à acter l'existence des nouveaux États-nations (Donovan, 2024 ; Pallaver, 2022). L'existence de ces nouvelles devises s'est toutefois accompagnée de formes de dépendance monétaire post-coloniale, comme dans le cas du franc CFA en Afrique de l'Ouest.

À nouveau, le numérique s'inscrit dans des imaginaires et des projets de société plus larges. C'est par exemple le cas des paiements numériques qui sont parfois imaginés comme un moyen de revenir à des formes pré-coloniales de circulation de la monnaie (Kusimba, 2021). De même, les monnaies numériques sont utilisées par certains États dans des narratifs plus amples de « nation numérique », par exemple en Chine avec le *renminbi* ou au Salvador avec le *bitcoin*. Enfin, certains outils monétaires entendent mettre fin à des formes coloniales de domination et réaffirmer la souveraineté numérique des pays du Sud (Jiang & Belli, 2024).

Ainsi, ce troisième axe visera à interroger les manières dont ces outils monétaires et technologiques s'insèrent dans des imaginaires politiques distincts, et participent éventuellement à la mise en place de programmes politiques et de société particuliers.

Axe 4 : Subjectivités et positions sociales

Sous couvert de simplicité et de discours techno-optimistes, plusieurs travaux ont démontré comment les outils monétaires promus dans les politiques de développement n'étaient pas neutres et s'accompagnaient d'impositions normatives et morales dans une perspective top-down. Dans le cas du microcrédit, ces impositions ont servi à encourager un type d'individu auto-entrepreneur, responsable de son propre développement (Graeber, 2011). Ces discours ont également pour effet de renforcer les stéréotypes de genre, contribuant souvent à la naturalisation de formes dominatrices de gestion de la dette pour les femmes (Guérin et al., 2023). De même, les transferts d'argent dans le cadre des programmes d'aide facilitent des formes de domination des bénéficiaires qui deviennent des obligés vis-à-vis de l'État, comme dans le cas des versements de pensions aux personnes âgées en Ouganda (Jacquin, 2022).

En même temps, ces outils monétaires et technologiques sont appropriés de manière proactive par les acteurs sociaux pour négocier des positions sociales. C'est par exemple le cas en Chine où la possibilité nouvelle d'obtenir des crédits via des plateformes numériques permet de s'émanciper de formes de contrôle moral associées aux réseaux de dettes entre proches (MacDonald & Li, 2020). De même, en Argentine, des investisseurs amateurs en crypto-monnaies revendiquent une identité positive de personnes intelligentes et audacieuses au travers de leurs pratiques d'investissement (Sánchez, 2024).

Ainsi, cet axe visera à interroger les impositions normatives et morales qui se jouent via ces outils monétaires et technologiques, en même temps que les appropriations faites par les personnes pour négocier leurs positions sociales.

Axe 5 : Inégalités et résistances

Enfin, le foisonnement d'outils de paiement et de monnaies numériques invite à penser les manières au travers desquels ceux-ci participent de la (re)configuration d'inégalités (Swartz, 2020). À titre d'exemple, il a été démontré que les algorithmes produits grâce à la collecte de données ont tendance à discriminer les personnes les plus démunies (en leur limitant l'accès à certaines ressources comme le crédit), en plus de contribuer à la naturalisation de ces inégalités (Fourcade & Healy, 2013). De même, les outils de paiements numériques, par leur imposition technologique, risquent d'exclure les personnes incapables de financer et de répondre à ces impératifs techniques (Nelms et al., 2018).

En même temps, l'analyse des pratiques des acteurs montre comment ces derniers résistent à ces formes d'exclusion, en développant par exemple des stratégies d'évitement ou en se ménageant des accès alternatifs à ces outils numériques (O'Dwyer, 2019 ; Crucifix, 2024). Ces espaces intermédiaires permettent de maintenir et de faire exister d'autres valeurs, ainsi que d'autres formes de circulation monétaire, notamment redistributives (Thanka & Dalinghaus, 2020).

Ainsi, le dernier axe visera à interroger les inégalités et les formes d'exclusion que ces formes contemporaines de l'argent déplacent et transforment, en même temps que les manières dont différents acteurs et groupes sociaux y réagissent et y résistent.

Instructions aux contributeurs

L'envoi des articles complets (maximum 50 milles signes, avec notes, bibliographie et espaces compris) est attendu pour le 15 octobre 2025, en suivant les instructions aux auteurs présentées ici : <https://journals.openedition.org/anthropodev/523>. La sortie du numéro final est prévue pour fin 2026.

Si nécessaire, nous invitons les personnes intéressées à se mettre en contact avec les directeurs du numéro pour discuter de leurs propositions (clement.crucifix@ird.fr, marine.aldahdah@ehess.fr).

Les articles devront également être envoyés à l'adresse suivante : revue@apad-association.org

Bibliographie

- Aglietta, M., Orléans, A. (eds.) (1998), *La monnaie souveraine*, Paris: Odile Jacob.
- Al Dahdah, M. (2023), "Top up your healthcare access": Mobile money to finance healthcare in sub-Saharan African", in Chiapello, E., Engels, A., Gonçalves, E. (eds.), *Financialization of development*, New York: Routledge, 155-168.
- Al Dahdah, M., Quet, M. (2020), "Between Tech and Trade, the Digital Turn in Development Policies. Development", 63, 219-225.
- Al Dahdah, M., Lainez, N., Guérin, I. (2023), "L'argent numérique, une nouvelle solution de développement", *Réseaux*, n° 238/239, 153-179.
- Baroin, C. (2019), "La microfinance en Tanzanie. Le cas des VICOBA sur le mont Meru", *Anthropologie & développement*, 50, 107-125.
- Crucifix, C. (2024), "Les passages alternatifs du crédit: profilage numérique et intermédiation au Mexique", *Anthropologie et Développement*, no. 55, 147-164.
- Donovan, K. (2024), *Money, value, and the State: Sovereignty and citizenship in East Africa*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Fourcade, M., Healy, K. (2013), "Classification situations: Life chances in neoliberal society", *Accounting, Organizations and Society*, 38, 559-72.

- Gabor, D., Brooks, S., 2017. The digital revolution in financial inclusion: international development in the fintech era. *New Polit. Econ.* 22, 423–436. <https://doi.org/10.1080/13563467.2017.1259298>
- Graeber, D. (2011), *Debt: The first 5,000 years*, Brooklyn: Melville house
- Guérin, I., Kumar, S., Venkatasubramanian, G. (2023), *The indebted woman: Kinship, sexuality, and capitalism*, Stanford: Stanford University Press.
- Guyer, J. (2004), *Marginal gains: Monetary transactions in Atlantic Africa*, Chicago: University of Chicago Press.
- Helleiner, E. (2003), *The making of national money: Territorial currencies in historical perspective*, Ithaca: Cornell University Press.
- Jacquín, R. (2022), “Les cash transfers à l’épreuve de l’intermédiation administrative en Ouganda”, *Revue internationale des études du développement*, 248, 87-113.
- Jeannot, G., Cottin-Marx, S. (2022), *La privatisation numérique: Déstabilisation et réinvention du service public*, Paris: Raison d’agir éditions.
- Jiang, M., & Belli, L. (2024), *Digital sovereignty in the BRICS countries*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Kusimba, S. (2021), *Reimagining money: Kenya in the digital finance revolution*, Stanford: Stanford University Press.
- Langevin, M., Brunet-Bélanger, A., Lefèvre, S. (2023), “Financialization through payment infrastructure: the philanthrocapitalism of the Mastercard foundation”, in Chiapello, E., Engels, A., Gonçalves, E. (eds.), *Financialization of development*, New York: Routledge, 141-154.
- Laurent, P.-J. (2000), “Le ‘big man’ local ou la ‘gestion coup d’État’ de l’espace public », *Politique africaine*, 80, 169-181.
- MacDonald, T., Li, D. (2020), “Alipay’s ‘Ant Credit Pay’ meets China’s factory workers: The depersonalization and re-personalization of online lending”, *Journal of Cultural Economy* 14, no. 1, 87-100.
- Maurer, B. (2006), “The Anthropology of Money”, *Annual Review of Anthropology*, 35, 15-36.
- Mosse, D. (2004), *Cultivating development: An ethnography of aid policy and practice*, Londres: Pluto Press.
- Nelms, T., Maurer, B., Swartz, L. Mainwaring, S. (2018), “Social payments: Innovation, trust, bitcoin, and the sharing economy”, *Theory, Culture & Society*, 35, no. 3, 13-33.
- O’Dwyer, R. (2015), “Money talks: the enclosure of mobile payments”, *MoneyLab Reader: an intervention in digital economy*, Amsterdam: Institute of Network Cultures, 230-44.
- O’Dwyer, R. (2019), “Cache society: Transactional records, electronic money and cultural resistance”, *Journal of Cultural Economy*, vol. 12 (2), 133-53.
- Olivier de Sardan, J. P., Piccoli, E. (2018), *Cash transfers in context. An anthropological perspective*, New York & Oxford: Berghahn Books.
- Olivier de Sardan, J. P., (1995), *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris: Karthala.
- Ortiz, H. (2022), “‘CBDCs mean evolution, not revolution’. Central bank digital currencies in the time of covid”, in Fourcade, M., Fassin, D., *Pandemic exposures*, Chicago: HAU Books, 369-83.
- Ortiz, H. (2024), “Digital payments in China: some questions for a pragmatist anthropology of money”. *Accounting, Economics, Law: A Convivium* 14, no. 2, 251-270.
- Pallaver, K. (Ed.) (2022), *Monetary transitions. Currency, colonialism, and African societies*. Londres: Palgrave Macmillan.
- Park, E., & Donovan, E. (2016), “Between the Nation and the State”, *Limn*, n°7, en ligne.
- Parry, J., & Bloch, M. (Eds.) (1989). *Money and the Morality of Exchange*. Cambridge University Press.

- Sánchez, S. (2024), "Facing inflation in times of digital finance: Monetary plurality and financial repertoires in the Argentinean crisis". *economic sociology – perspectives and conversations* 25, no. 3, 37-43.
- Servet, J.-M. (2012), *Les monnaies du lien*, Lyon: Presses universitaires de Lyon.
- Swartz, L. (2020), *New money: How money became social media*, Yale: Yale University Press.
- Tankha, M., Dalinghaus, U. (2020), "Mapping the intermediate: lived technologies of money and value", *Journal of Cultural Economy*, vol. 13 (4), 345-52.
- Zelizer, V. (2017), *The social meaning of money* (New Princeton paperback edition), Princeton: Princeton University Press.
- Zuboff, S. (2019), *The age of surveillance capitalism*, Londres: Profile Books.